

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



Hebdomadaire indépendant d'informations générales N° 185 du lundi 16 août 2021 - Prix : 3000 GNF - Zone CFA : 500

Signiri P.2

**L'ancien député
Sékou Savané tacle
le régime Condé**



Hausse du prix du carburant
**«C'est une grosse
erreur que le
gouvernement ait faite»** P.5



FNDC

**Une nouvelle salve de
critiques de
Sékou Koundouno
contre Alpha Condé**



P.4

Cadre de dialogue P.3
**L'UFR réagit à la demande
du Premier ministre**

Vie de couple P.7
**Les méfaits de la
jalousie démesurée !**

Boubacar Diallo du PPD
à propos des manifs

**«Nous ne pensons pas
que cela puisse donner
des résultats positifs»** P.3



Edito à vue d'Aigle

L'Etat d'urgence et le couvre-feu en question !

Depuis l'apparition du Covid-19 dans notre pays, le président de la République, Pr. Alpha Condé, et son gouvernement tentent, tant bien que mal, de faire respecter l'Etat d'urgence et le couvre-feu instaurés dans le cadre de la riposte à la pandémie. Récemment, le locataire de Sékhoutouréya a reconduit l'Etat d'urgence pour trois mois et ramené le couvre-feu de 22 heures à 4H du matin...

P.2

Edito à vue d'Aigle



L'Etat d'urgence et le couvre-feu en question !

Depuis l'apparition du Covid-19 dans notre pays, le président de la République, Pr. Alpha Condé, et son gouvernement tentent, tant bien que mal, de faire respecter l'Etat d'urgence et le couvre-feu instaurés dans le cadre de la riposte à la pandémie. Récemment, le locataire de Sékhoutouréya a reconduit l'Etat d'urgence pour trois mois et ramené le couvre-feu de 22 heures à 4H du matin.

Mais malgré l'explosion des cas de morts et d'hospitalisation dans les différents CT-EPI du pays, ces mesures sont loin d'être respectées à la lettre et continuent d'être diversement appréciées par les Guinéens qui se plaignent légitimement de la crise économique à laquelle est venue se greffer une crise sanitaire, avec toutes les conséquences que cela représente.

Pour certains, ce serait une bonne chose de lever l'Etat d'urgence dans tout le pays et d'alléger davantage ou de lever carrément le couvre-feu à Conakry pour permettre enfin aux pauvres populations de souffler un peu. Ils soutiennent que depuis l'instauration de l'Etat d'urgence et du couvre-feu, les activités politiques, économiques, sociales, sportives et culturelles sont fortement impactées. Le dernier acte posé par le pouvoir n'est rien d'autre que la réduction au strict minimum du nombre de personnes participant aux cérémonies de baptême, de mariage ou d'enterrement (pas plus de 50 personnes).

Contrairement à cette catégorie, il y a d'autres Guinéens qui, vraiment, estiment que l'Etat ne devrait, en aucun cas, fléchir et se doit de faire observer par tous les citoyens les mesures prises dans le cadre de la lutte contre cet ennemi invisible qu'est le coronavirus mais dont la dangerosité n'est plus à démontrer. Pour eux, il serait irresponsable, voire suicidaire de baisser la garde dans la croisade anti-coronavirus alors que les variants (Delta notamment) se révèlent de plus en plus contagieux et foudroyants. L'ancien ministre de l'Education nationale, Ibrahima Kalil Konaté (K au carré), est venu la semaine dernière allonger la liste des personnalités guinéennes emportées par le Covid-19. Avant le président du Conseil d'administration de la Lonagui, il y a eu le ministre Sékou Kourouma et Me Salif Kébé de la CENI.

Au regard donc de cette situation plutôt préoccupante, les campagnes de sensibilisation doivent se poursuivre dans les villes et villages pour amener les populations, majoritairement analphabètes, à respecter les mesures barrières (porter le masque dans l'espace public ; se laver régulièrement les mains avec du savon ou du gel hydroélectrique ; tousser dans le coude ; éviter les contacts physiques ; respecter le principe de distanciation sociale, etc.). La santé n'a pas de prix, dit-on souvent et à juste raison. Vivement une prise de conscience à tous les niveaux pour sauver des vies.

Kèfina Diakité

Attaque contre les anciens Premiers ministres Cellou Dalein Diallo répond à Alpha Condé

Cellou Dalein Diallo, le chef de file de l'UFDG, a, dans l'émission "Mirador" de FIM FM du jeudi 12 août, répondu à Alpha Condé qui, dans ses sorties médiatiques, ne se prive pas de présenter les anciens Premiers ministres de feu Lansana Conté comme les principaux responsables du retard de la Guinée. Il a mis l'occasion à profit pour dire tout le bien qu'il pense du bilan de la 2^{ème} République, chiffres à l'appui.



Le président de l'UFDG, dans son intervention, a déploré et condamné ce qu'il considère comme la méconnaissance ou la négation de ce qui a été fait de positif pendant la 2^{ème} République. « Je ne dis pas que c'est parfait mais dire que rien n'a été fait et que lui il a pris la Guinée là où Sékou Touré l'a laissée, elle n'était pas là où Sékou Touré l'a laissée. Conté l'a fait progresser, c'est indéniable. Il veut dire que ses Premiers ministres qui sont devenus ses opposants étaient les responsables de la décadence économique du pays, du manque de progrès et de résultats pendant la 2^{ème} République. Il s'attaque à ceux qui sont ses opposants », dira Cellou Dalein Diallo, ancien Premier ministre de feu Lansana Conté. Pour lui, beaucoup d'actes positifs ont été posés pendant la 2^{ème} République. « Pour moi, je ne parle pas seulement des aspects économiques ou des infrastructures. Il y a eu la liberté du citoyen. Conté est

venu avec la liberté des citoyens. Que ce soit la liberté d'entreprise, la liberté d'association, la liberté de la presse, il a apporté beaucoup à cet égard. Il est aussi le père de la démocratie multipartite... Il y a des progrès importants qui ont été accomplis en dehors de la liberté des citoyens. Il y a eu des progrès non négligeables dans tous les secteurs. Au niveau de l'Education, le taux brut d'inscription à l'école est passé de 26% en 1984 à 80% en 2006 (...). On a créé des centres de santé dans pratiquement toutes les sous-préfectures. Il y a eu des programmes importants que les partenaires ont appuyés grâce aux réformes du général Lansana Conté », a-t-il indiqué. Avant d'aborder la question relative aux infrastructures routières. « Le chantier Conakry-Mamou a été immédiatement engagé sur le financement de la BAD. De Mamou, nous sommes allés à Dabola sur financement de la FED. L'axe Dabola-Cisséla fi-

nancé par le FED aussi. Cisséla-Kouroussa par CSE, Kouroussa-Kankan sur financement de la FED. C'est là que moi j'ai pris le service. C'est moi qui ai finalement négocié cet accord Kouroussa-Kankan avec le pont sur le Niger à Yirikiri. Et puis Kankan-Kouroussa, c'est 217 kilomètres qui ont été faits. Donc, de Conakry jusqu'à la frontière avec le Mali, de Conakry jusqu'à la frontière avec la Sierra-Léone, à Pamélap. De Conakry jusqu'à Lola, c'est Conté. Il a laissé 2 200 kilomètres de routes revêtues en réseau interurbain. Et depuis 11 ans que monsieur Alpha Condé est là, en dehors du tronçon N'Zérékoré-Beyla, il n'y a pas eu un kilomètre de plus sur le réseau interurbain revêtu. Il y a eu quelques actions dans la voirie urbaine. En termes d'ouvrages de franchissement, nous avons fait des ponts là où il y avait des bacs. Sur le Diani, il y avait un bac entre Sérédou et N'Zérékoré, on a fait un pont. Le pont sur la Fatala. On a fait les ponts sur le Niger à Yirikiri dans Kouroussa, sur le Niger à Djélibakoro, sur le Bafing à la rentrée de Siguiiri. Il y a eu l'autoroute Tombo-Gbessia avec les échangeurs. Il y a eu la route Enco5-Sonfonia qu'on a faite à un million de dollars le kilomètre », a fait savoir le principal opposant à Alpha Condé.

Kèfina Diakité

Siguiiri L'ancien député Sékou Savané tacle le régime Condé

Sékou Savané est l'ancien député uninominal de Siguiiri. Le 14 août dernier, lors d'une sortie médiatique, il a déploré la dégradation poussée du réseau routier guinéen sous la présidence du professeur Alpha Condé, dont il a été, par le passé, un fidèle et un proche.

Comme beaucoup d'autres cadres et militants déçus, Sékou Savané, l'ancien député uninominal de Siguiiri, après avoir été un pilier du RPG Arc-en-ciel dans cette préfecture de la Haute Guinée, a démissionné du parti présidentiel. Le 14 août dernier, lors d'une sortie médiatique, celui que ses partisans appellent affectueusement "le Lion" a déploré la dégradation poussée du réseau routier guinéen et les promesses non tenues sous la présidence du professeur Alpha Condé, dont il a été un fidèle et un proche par le passé. « Lors de la campagne présidentielle de 2010, le président Alpha Condé a tenu un meeting à Siguiiri ici. Le lendemain à 7 h 30 minutes, il a quitté Siguiiri pour Bamako où il a rencontré le responsable de son parti. Entre Siguiiri et Bamako c'est 218 kilomètres. Le même

jour il a rencontré ses amis maliens avant de se retourner et continuer sur Dabola où il a tenu un meeting à 19 heures. Si vous additionnez le nombre de kilomètres, vous trouverez les 820. Est-ce qu'aujourd'hui il peut faire la même chose ? Je dirai non ! Nos routes sont complètement dégradées aujourd'hui. Quand par exemple des cadres de la Haute Guinée veulent voyager, ils prennent l'avion à Conakry pour atterrir à Bamako et prendre leurs véhicules pour venir soit à Siguiiri ici ou se rendre à Kankan, Mandiana, Kérouané, ... Ils évitent tout le tronçon Coyah-Mamou-Dabola puisque c'est dégradé. C'est nous les pauvres Guinéens qui pratiquons cette route ainsi



que celles impraticables à travers le pays », a déploré Sékou Savané, refusant toutefois de commenter la récente manifestation de jeunes de Siguiiri pour dénoncer le non-achèvement des travaux de bitumage entamés dans certains quartiers de la ville.

Kèfina Diakité

Boubacar Diallo du PPD à propos des manifs

« Nous ne pensons pas que cela puisse donner des résultats positifs »

Dans une interview exclusive accordée à notre rédaction, le président du Parti pour la paix et le développement (PPD) se dit satisfait des mesures prises par le ministère de l'Education nationale afin de réduire les fraudes pendant les examens nationaux. L'honorable Boubacar Diallo invite ses collègues de l'opposition de changer de stratégie pour donner une chance au dialogue.

L'Aigleinfos: Les examens scolaires ont pris fin en Guinée. Comment commentez-vous cette actualité qui fait couler encre et salive dans la cité ?

Boubacar Diallo: Je crois que c'est un plus. On a l'impression que le ministère de l'Education nationale a pris à bras-le-corps le problème de l'Education nationale. Pourquoi je le dis, au vu des mesures qui ont été prises, d'abord essayer de voir ceux qui sont les vrais candidats, lutter contre les fraudes au niveau des diplômes, cela déjà, à notre niveau, est salubre. Ensuite, pour éviter les fraudes, les mesures qui ont été prises. Cela est extrêmement important de notre point de vue. Et nous pensons que ce sont des actions qui sont à encourager. Néanmoins, il est important, et l'Etat et nous parents d'élèves qu'on prenne conscience du niveau extrêmement bas aujourd'hui de notre système éducatif.

L'UFDG et l'ANAD annoncent des manifestations de rue après ces examens scolaires, même si aucune date n'a été donnée. Alors est-ce que cela est une bonne stratégie, selon vous ?

Nous avons essayé cette stratégie quand nous étions ensemble, ça n'a absolument pas donné les résultats escomptés. Nous avons demandé à ce qu'on aille au dialogue. A travers le dialogue, on va voir si on peut faire bouger les lignes. C'est ce qui a fait la divergence des acteurs, et nous autres de l'opposition aussi. Si c'est sortir dans la rue, on en a fait durant de longues années, nous n'avons eu

que désolation, de la destruction des vies humaines et des destructions de biens publics et privés. Je ne pense pas que cela soit productif. Je pense plutôt que puisqu'il y a un couloir de dialogue qui est ouvert, mieux vaut saisir ce couloir et aller vers ce niveau et dialoguer. Si on veut en tout cas crédibiliser le système politique en Guinée, valoriser la démocratie c'est autour de la table. Nous ne pensons pas que les manifestations puissent donner des résultats positifs.

Parlant de dialogue politique, il y a des voix qui s'élèvent pour dire qu'il est biaisé ? Est-ce que c'est votre point de vue ?

Quand Fodé Bangoura a été nommé, nous avons dit d'abord qu'on avait un problème majeur. À ce niveau, nous avons estimé au niveau du parti que Fodé Bangoura n'était pas la personne la mieux indiquée pour conduire le dialogue. Il aurait été mieux de choisir une personnalité neutre qui n'a pas de parti pris tel que Monseigneur Robert Sarah s'il acceptait évidemment. Il joue le rôle de conduire le dialogue politique. La personne qui doit être au centre doit avoir la confiance de toutes les parties en conflit.

Vous et deux autres députés ont été chassés par le groupe parlementaire de l'Alliance patriotique. Vous avez même tenu une conférence. Dites-nous aujourd'hui est-ce que vous avez tourné la page et quel va être votre avenir désormais à l'assemblée nationale ?

Ce qui s'est passé, nous sommes sortis, c'était pour

expliquer dans les médias. Il fallait passer dans les médias expliquer tout ce qu'on nous reproche, qui était monté de toutes pièces. C'était ça, l'objectif. Ce n'est pas de revenir. Il faut dire d'ailleurs qu'il y a un manque de confiance, si eux ne le disent pas. Mais nous, on partait parce que c'était prévu. Je crois que c'est mon collègue Abdoulaye Kourouma (RRD) qui est parti trop vite en besogne en disant qu'à la rentrée, il a dit à tout le monde qu'on sera non inscrit. Donc les autres ont pris les devants pour dire "on les radie". Maintenant il fallait trouver des motifs. Ils ont inventé des motifs à dormir debout en disant qu'on fait de la rébellion, la zizanie, mais par contre ce sont eux qui le font. Voilà l'objectif de notre sortie dans les médias. C'était pour démontrer ces allégations. Ce n'est pas pour rester. Dans tous les cas, personnellement ils le savent, et je l'ai dit: personne d'entre eux ne m'a démenti. Quand j'ai dit que je ne serai pas parti du bureau du chef de file de l'opposition. Ils le savent tous. Depuis lors, je ne suis pas en odeur de sainteté avec eux. Mais par contre, je leur ai demandé de partir, ils m'ont dit non il faut rester. Ils me priaient tout le temps. Alors, moi je suis resté en faisant mon boulot de parlementaire. Maintenant je tiens à me rappeler une chose. Ce monsieur qui dit nous avoir radiés, c'est nous tous qui l'avons mis là. Deuxièmement personnellement je contribue plus au rayonnement au groupe que le groupe le fasse pour moi en personne. Je n'occupe aucun poste de responsabilité à l'assemblée nationale. Donc eux qui occupent les postes, ce sont eux qui ont des primes pour cela.



Ce sont eux qui ont des véhicules qui ont tout. Moi je suis un simple député inscrit qui amène mon expertise. Le groupe parlementaire ne me donne absolument rien dans ce cadre. Personnellement, il n'est pas question que je revienne dans ce groupe. A la rentrée, je serais non inscrit et je vais donner un non inscrit. Si nous sommes deux ou trois, je proposerais qu'on nous dit des indépendants.

Vous êtes en vacances parlementaires en ce moment même à Labé. Dites-nous, est-ce que vous allez rencontrer les populations pour faire un compte rendu ?

Je suis justement à Labé. Je vais essayer d'aller dans certaines sous-préfectures, d'essayer d'expliquer aux gens, faire des rencontres, expliquer

qu'est-ce que nous avons fait pendant la législature. Et je suis sûr et certain qu'ils ont des questions à nous poser sur certains textes de lois. Et je me prêterai à leurs questions pour non seulement leur dire et expliquer le rôle d'un député en votant les lois, mais ce n'est pas nous qui appliquons. Qu'ils comprennent cette différence. Il ne faut pas dire qu'est-ce que les députés ont fait. Nous, c'est voter les lois. Je vais leur expliquer qu'est-ce qu'on a fait et je me prêterai à leurs questions pour une première partie à Labé et la prochaine fois quand je rentrerai à Conakry je vais ressortir aller vers la Haute Guinée où nous avons quelques fédérations et dans certaines sous-préfectures.

Entretien réalisé par Amadou Tidiane Diallo

Désignation des représentants au cadre de dialogue

L'UFR réagit à la demande du Premier ministre

Dans un communiqué publié le 13 août 2021 dans la presse, l'Union des forces républicaines (UFR), le parti de Sidya Touré, en réaction à la demande de désignation des représentants des entités politiques et sociales faite par le Premier ministre, a indiqué que le cadre de dialogue permanent mis en place par l'Exécutif ne garantirait ni la parité ni l'inclusivité...



Depuis sa mise en place et la nomination de son secrétaire exécutif par le chef de l'Etat, force est de reconnaître que le cadre permanent du dialogue politique et social a du mal à lancer effectivement ses activités.

Le Premier Ministre, chef du Gouvernement, Ibrahima Kassory Fofana, a récemment demandé aux partis politiques de désigner leurs représentants au sein de ce cadre. Mais c'était compter sans les réticences. Si certains ont commencé à se manifester favorablement,

d'autres, par contre, font plutôt part de leurs réserves. Dans un communiqué publié le 13 août 2021 dans la presse, l'Union des forces républicaines (UFR), le parti de Sidya Touré, en réaction à cette demande de désignation des représentants faite par le Premier ministre, a par exemple indiqué que le cadre de dialogue permanent mis en place par l'Exécutif ne garantirait ni la parité ni l'inclusivité...

« Suite au communiqué du Premier Ministre invitant les partis politiques à désigner leurs représentants au cadre de dialogue permanent, le Président de l'UFR, Sidya Touré a été contacté, à cette fin, par El hadj Mamadou Sylla, président de l'UDG.

L'UFR membre du FNDC (Front National pour la défense de la constitution), rappelle qu'elle s'était opposée au double scrutin

législatif et référendaire du 22 mars 2020 qui a malheureusement abouti à la mise en place des institutions actuelles en toute illégalité. Conforme à la position du FNDC, l'UFR ne reconnaît ni la prétendue nouvelle constitution, ni les institutions qui en sont issues, y compris l'Assemblée Nationale.

La position de l'UFR, exprimée dans sa déclaration du 30 décembre 2020, ouvrait la voie à une large concertation des forces vives de la nation afin d'organiser un dialogue inclusif et crédible. Ce cadre de dialogue permanent ne garantit ni la parité ni l'inclusivité qui sont au nombre des critères nécessaires pour la réussite de tout dialogue politique. », a indiqué l'UFR dans son communiqué.

Tidiane Diallo

Disparition

L'ancien ministre Ibrahima Kalil Konaté "K²" tire sa révérence

Ibrahima Kalil Konaté connu sous le sobriquet de «K au carré» est décédé le samedi 14 août 2021 des suites de maladie à Conakry. Cette disparition de l'ancien ministre de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation plonge sa famille biologique et politique dans une profonde consternation. Une famille à laquelle le chef de l'Etat a présenté ses condoléances les plus attristées.

Alors que l'on s'y attendait le moins, la mort, la faucheuse, a frappé, le samedi 14 août 2021, à la porte du syndicaliste et ancien ministre de l'Education nationale et de l'Alphabétisation, Ibrahima Kalil Konaté connu sous le sobriquet de «K au carré», par ailleurs cadre du parti présidentiel, le RPG Arc-en-ciel. Le chef de l'Etat, Pr. Alpha Condé, à travers le ministre d'Etat Tibou Kamara, porte-parole du Gouvernement, a présenté ses condoléances les plus attristées à la famille biologique et politique de l'illustre disparu. « Une triste nouvelle qui suscite une vive émotion dans le pays et plonge la mouvance présidentielle dans une profonde détresse.

Le Chef de l'Etat, son Excellence Professeur Alpha Condé, dont c'était le compagnon et un des fidèles serviteurs, est éprouvé, et d'autant plus peiné que cette grande perte survient alors qu'il est absent du pays. Toutes ses pensées sont avec nous, de même que ses ferventes prières nous accompagnent en ces moments difficiles.

A la famille de l'illustre disparu, Ibrahima Khalil Konaté



« K2 », il exprime sa sympathie, son soutien et sa solidarité, et se tient à ses côtés dans l'épreuve qu'elle traverse dans la foi et la dignité.

Le RPG-ARC-EN-CIEL, ses militants, sympathisants, soutiens et alliés, ainsi que tout le pays, pleurent un cadre engagé, un homme de conviction qui a servi son pays avec loyauté et abnégation, qui est resté dévoué jusqu'au bout au Président Alpha Condé, son champion.

Un digne fils du pays nous quitte, un des symboles de la famille politique du Chef de

l'Etat disparaît au terme d'une mission bien accomplie, de nombreux services rendus au pays, et après toutes les victoires politiques remportées derrière le Professeur Alpha Condé qui n'oublie et ne sous-estime l'effort de personne, garde en mémoire les sacrifices consentis par tous. », peut-on lire dans le communiqué du Gouvernement fait par son porte-parole, le ministre d'Etat Tibou Kamara. Que l'âme du disparu repose en paix !

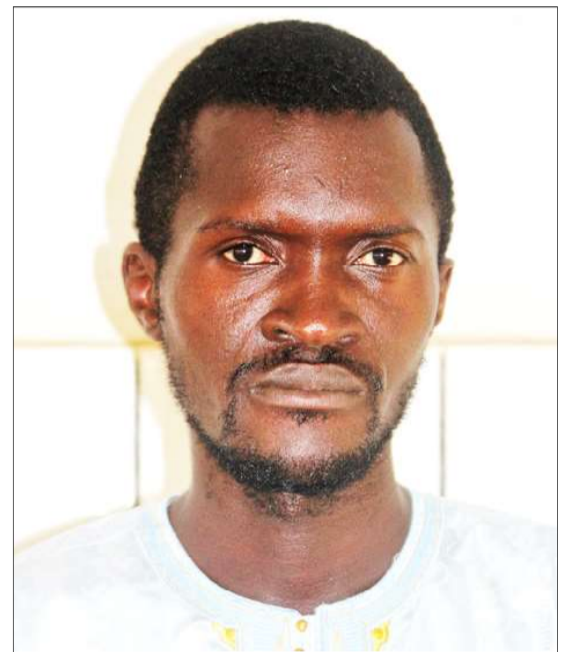
Kéfina Diakité

FNDC

Une nouvelle salve de critiques de Sékou Koundouno contre Alpha Condé

La semaine dernière, à travers un écrit, Sékou Koundouno, responsable des stratégies et planification du FNDC, s'en est une nouvelle fois pris au président Alpha Condé et à son régime. Lisez...

« Alpha Condé a passé tout son temps à lutter contre la dictature en Guinée. C'est du moins ce qu'il a toujours déclaré, même si on a toutes les raisons d'en douter aujourd'hui. Son titre ronflant et usurpé d'opposant historique, il le doit sans doute à sa p r é t e n d u e opposition à Sékou Touré et Lansana Conté qu'il dit avoir c o m b a t t u s



respectivement pendant 26 et 24 ans. Le premier régime l'aurait même condamné par contumace tandis qu'au temps du Général Lansana Conté, il avait été arrêté à la frontière guinéo-ivoirienne, jugé et condamné pour tentative d'atteinte à la sûreté de l'État. Il était tellement critique à l'égard du régime Conté qu'il n'avait que très peu siégé à l'Assemblée nationale tout en continuant à empocher les indemnités et primes afférentes aux fonctions de député.

Aujourd'hui, les deux anciens chefs d'État qu'il prétend avoir combattus sont devenus des hommes de toutes les vertus. Personne ne l'entend plus critiquer les présidents Sékou Touré et Lansana Conté.

Pour comprendre cette nouvelle attitude, il faut savoir que toute sa stratégie de conquête et de conservation du pouvoir repose sur la création des tensions entre les ethnies et les régions. Le pouvoir en Guinée se confond à tort ou à raison à l'ethnie du président de la République. Critiquer un président ou s'opposer à lui est perçu par certains comme une critique ou une opposition à l'ethnie du président.

Alpha Condé évite donc très soigneusement de critiquer aujourd'hui le régime de Sékou Touré qu'il dit avoir combattu pendant 26 ans pour ne pas heurter la Haute-Guinée, région d'origine du « Responsable Suprême de la Révolution».

De même, après avoir

brocardé pendant de nombreuses années le Général Lansana Conté et fomenté des projets de renversement de son régime, il lui trouve toutes les qualités aujourd'hui. Il est vrai que la Basse-Côte est perçue comme la région des faiseurs de roi. Il faut donc éviter de mécontenter cette région surtout qu'il a une opposition très forte face à lui.

Et pour critiquer le régime de Conté sans mettre en cause directement le Général Lansana Conté, il préfère s'en prendre à ses anciens Premiers ministres. Mais pas tous les anciens Premiers ministres; seulement ceux qui s'opposent à lui et pourfendent son régime. Tous les anciens Premiers ministres qui ont choisi de se taire ou d'adopter le profil bas sont épargnés.

Mais la faiblesse de cette stratégie est qu'il présente le Général Lansana Conté comme un président inculte, qui n'était au courant de rien et qui était manipulé par ses anciens Premiers ministres. C'est une grave offense contre ce grand stratège militaire qui est au-dessus de Alpha Condé sur de nombreux plans. Et dans tous les cas, l'on n'a pas besoin de grands diplômés pour être un grand homme d'État. Le Général Lansana Conté l'a prouvé. Alpha Condé avec tous ses grands diplômés restera dans l'histoire comme le plus médiocre que la Guinée ait connu », a martelé Sékou Koundouno depuis l'étranger.

Tidiane Diallo

Détection du virus de Marburg en Guinée

Le ministre de la Santé tente de rassurer la population !

Le vendredi 13 août, en conférence de presse au siège de l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSS), le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, le médecin-général Rémy Lamah, a tenté de rassurer la population par rapport à la récente détection du virus de Marburg en Guinée.



Après Ebola et le Covid-19, c'est le virus de Marburg qui vient d'être détecté dans la région forestière de la Guinée. Une nouvelle qui est loin d'être bonne pour la population guinéenne qui, ces dernières années, fait face à une crise aiguë au double plan économique et sanitaire. Le vendredi 13 août, en conférence de presse au siège

de l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSS), le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, le médecin-général Rémy Lamah, a tenté de rassurer la population par rapport à la récente détection du virus de Marburg en Guinée. « Le défunt du virus Marburg avait présenté depuis 3 ans, une démarche qui ne vivait pas avec les humains. Il était hors

de la société, il s'attaquait aux bêtes, il agressé même son épouse qui l'avait quitté. Mais heureusement, après celui-ci, on n'a pas détecté de nouveaux cas », a révélé le ministre de la Santé, qui annoncera par ailleurs que selon les dernières informations reçues, le vaccin utilisé contre Ebola peut-être également utilisé pour le virus Marburg. « Donc, en collaboration avec les agents de l'ANSS et l'OMS, on peut procéder à la vaccination des personnes contacts de ce défunt du virus Marburg », indique-t-il. Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, le médecin-général Rémy Lamah, a tenu, à cette occasion, à rassurer la population. A l'en croire, toutes les mesures seraient prises, avec la collaboration de l'OMS et l'ANSS, pour contrôler la propagation de ce nouveau virus.

Tidiane Diallo

Hausse du prix du carburant

« C'est une grosse erreur que le gouvernement ait faite » (Dr Faya Millimouno, BL)

L'augmentation du prix du carburant à la pompe de 9000 à 11 000 GNF n'est pas du goût des opposants au troisième mandat du chef de l'Etat. C'est le cas du président du Bloc Libéral. Pour Dr Faya Lansana Millimouno, le gouvernement aurait pu aller dans d'autres secteurs à part le carburant pour renflouer les caisses de l'Etat. Dans cet entretien accordé à notre rédaction, l'opposant se dit persuadé que ce dialogue aboutira.

L'Aigle Infos : L'actualité reste capitalisée par l'augmentation du prix du carburant à la pompe. Comment le BL commente cette actualité sociale ?

Dr Faya Millimouno: C'est une grosse erreur que le gouvernement a faite, de faire une augmentation. La Guinée vit des réalités concrètement différentes que celles que vivent les autres pays. Le Smig en Côte d'Ivoire, au Sénégal n'est pas la même chose qu'en Guinée. Notre pays est dans une situation économiquement très difficile. On devrait s'occuper de la pandémie de COVID-19 qui est un facteur, mais il y a d'autres facteurs qui font qu'il n'y a pas véritablement de croissance. On est en train plutôt de vivre une descente aux enfers sur une position du pouvoir d'achat des populations. On aurait pu s'orienter vers d'autres revenus pour renflouer les caisses de l'Etat, notamment diminuer le train de vie de l'Etat, diminuer le parc automobile de l'Etat. La Guinée doit aller dans ce sens-là, au lieu d'aller chercher de l'argent dans les poches qui sont déjà vides. Cela a pour conséquence l'arrêt de la consommation, l'arrêt de l'investissement. Et cela entraîne naturellement l'exacerbation du

chômage et de la croissance de la pauvreté.

Au même moment, les taxes des sociétés de téléphonie ont augmenté, les bonus donnés tous les vendredis ont été également supprimés, le transport a doublé. Pourtant le chef de l'Etat avait demandé aux Guinéens de serrer la ceinture. Est-ce que c'est cette période qui commence avec ce slogan "gouverner autrement"?

Le "gouverner autrement", on est encore à en chercher véritablement, à en avoir le sens de ce que ça signifie. On ne peut pas simplement atteindre quelqu'un qui se déplace à l'aéroport après avoir fait des tests COVID-19, acheter un billet d'avion pour voyager, à la dernière minute au moment où il prend l'avion, il ne peut pas sortir. Je crois que nous avons encore beaucoup à faire pour que la situation apaisée que nous recherchons puisse se rétablir.

Autre actualité, des mesures sanitaires ont été reconduites contre la COVID-19. Mais cette fois-ci sans mesure d'accompagnement. Au Bloc Libéral, est-ce que c'est une bonne stratégie ?

Le transport public, tout le

monde sait qu'il n'existe pas en Guinée. Je ne crois pas que nous comptons même une vingtaine de bus dans tout Conakry qui font le transport public. Donc, si au début, il y a eu des mesures d'accompagnement, mais aujourd'hui il y a des secteurs qui sont en train de mourir. Donc, l'Etat doit faire davantage pour sauver ce secteur-là. Par rapport aux mesures, je crois que c'est une bonne chose que les mesures soient durcies. Pourquoi, Parce que contrairement à ce que nous sommes en train d'observer au niveau du grand public, le virus qui s'invite est encore très actif à travers le monde, et naturellement dans notre pays. Et cela fait d'ailleurs que ces jours-ci il y a plus de victimes dans nos centres de traitement. Alors ceci nous interpelle tous.

Parlons à présent du dialogue politique et social. Deux rencontres seulement, mais avec les syndicalistes du transport depuis plusieurs mois. Êtes-vous déçu ?

Non, non! Je crois que le dialogue est en train de se faire. D'ailleurs, on comprend mieux qu'après l'augmentation du prix du carburant à la pompe. Le secteur le plus touché dans notre pays, c'est incontestablement le



secteur du transport. On a des barrages partout à travers le pays où les gens ne contrôlent pas de papiers, ne contrôlent pas des règles, mais rançonnent. Ça c'est un grand problème. Nous sommes en train de vivre et encore aujourd'hui la fermeture des frontières de notre pays avec d'autres pays de la sous-région. Donc, c'est un secteur qui a été véritablement touché. Est-ce que

la manière dont on est en train d'approcher le problème ou de conduire le dialogue est efficace ou dire très tôt pas efficace. Mais je crois que commencer par le secteur du transport pour parler de ce dialogue, ça se justifie plutôt. Parce que c'est le secteur le plus touché.

Interview réalisée par Amadou Tidiane Diallo

Côte d'Ivoire

Détection d'un cas de fièvre EBOLA à Abidjan

Dans une déclaration en date du 14 août, le Gouvernement ivoirien, à travers le ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle, M. Pierre DIMBA, a annoncé la détection d'un cas de Fièvre EBOLA à Abidjan. C'est un cas importé de la Guinée.



« Les autorités sanitaires du Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle ont été informées ce jour, 14 août 2021, par l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire, d'un cas POSITIF de Maladie à Virus EBOLA après l'examen d'un échantillon prélevé le 13 août 2021 aux urgences

médicales du CHU de Cocody, sur une jeune fille âgée de 18 ans, de nationalité Guinéenne.

Cette jeune fille a quitté Labé en Guinée à destination d'Abidjan par voie routière. Elle est arrivée en Côte d'Ivoire le 11 août et a été diagnostiquée et prise en charge immédiatement par nos services sanitaires, le 12 août

2021 à 20 heures.

Il s'agit d'un cas isolé et importé.

La patiente est actuellement en isolement et prise en charge au centre de traitement des Maladies Hautement Épidémiques du CHU de Treichville.

La Côte d'Ivoire dispose des vaccins contre Ebola. Le Gouvernement procédera à la vaccination des groupes cibles (personnel de santé de première ligne, contacts immédiats de la patiente, les forces de sécurité aux points d'entrée...).

A la réception des résultats des analyses ce jour à 7 heures, une réunion d'urgence du comité de veille sanitaire s'est tenue ce jour, à 10 heures, sous la présidence de M. le Ministre en charge de la Santé et de l'Hygiène Publique.

Ce même jour, à 18 heures, vient de se tenir, sous la présidence de Monsieur le Premier Ministre, une réunion interministérielle d'urgence à la

Primature.

Au terme de cette séance de travail, les mesures suivantes ont été arrêtées :

- Réactivation de la surveillance communautaire de la riposte à Ebola ;
- Organisation du suivi de tous les contacts identifiés ;
- Sensibilisation, prévention, diagnostic et prise en charge des cas confirmés ;
- Vaccination immédiate des groupes cibles ;
- Respect des directives pour le diagnostic et la prise en charge des fièvres hémorragiques ;
- Poursuite du strict respect des mesures barrières édictées contre le COVID-19 qui restent valables pour la Maladie à virus Ebola ;

Collaboration transfrontalière intense avec la Guinée ;

- Mise en œuvre des procédures standards du Règlement Sanitaires Internationales (RSI).

Le Gouvernement remercie les partenaires techniques et financiers qui se sont rapidement manifestés pour exprimer leur soutien dans la riposte sanitaire.

Il rassure la population et les invite à la sérénité. Toutes les dispositions sont prises pour faire face à la situation. Le dispositif sanitaire pour le contrôle de la maladie existe et a été éprouvé avec succès par le passé. Le Gouvernement invite les populations au respect des mesures d'hygiène et de prévention. » a écrit, au nom de son gouvernement, le ministre ivoirien de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle, M. Pierre DIMBA.

Tidiane Diallo

Boubacar Biro Barry de la CSTG sur la hausse du prix du carburant

« C'est absolument inhumain... »

Le porte-parole de la Confédération syndicale des travailleurs de Guinée (CSTG), Boubacar Biro Barry, accuse certains responsables de la CNTG de "haute trahison et complicité" avec le gouvernement pour l'augmentation du prix des produits pétroliers à la pompe. Dans cet entretien accordé à notre rédaction, le syndicaliste n'y est pas allé avec le dos de la cuillère par rapport à la décision du gouvernement d'augmenter le prix du carburant à la pompe.



L'Aigle Infos: Le carburant passe de 9000 à 11000 GNF. Quelle lecture faites-vous de la décision du gouvernement ?

Boubacar Biro Barry: D'abord, mon sentiment est très décevant. Il est très négatif quand on sait comment est le niveau de précarité du travailleur guinéen, surtout avec ces différentes épidémies, à savoir Ebola et coronavirus et la nouvelle fièvre de

Marbourg. C'est vraiment dommage que le gouvernement trouve bon en ce moment-là d'augmenter le prix du carburant. En la matière, il y a deux tendances ! La tendance haussière et la tendance baissière. Malheureusement, on n'était jamais contre la tendance baissière. Donc, il fut un temps, le baril a été vendu au plus bas niveau. Le gouvernement n'a jamais

pensé à réduire le carburant en Guinée. Si c'est cette période qu'il trouve nécessaire, c'est vraiment dommage.

Est-ce que vous craignez les conséquences sur les conditions de vie des travailleurs. Les autorités ont annoncé que les tarifs de transport resteraient inchangés, mais la réalité est qu'ils ont été revus à la hausse.

Partout, les tronçons sont payés à 2000, au lieu de 1500.

Pour quiconque se soucie des vies et du mieux-être du travailleur, on ne peut pas baptiser une telle décision. C'est pour cela que je vous avoue que le travailleur guinéen tire le diable par la queue. Donc, c'est absolument inhumain. Et je suis déçu du fait que le gouvernement n'ait suivi aucune procédure en la matière. Vous avez vu que le prix du transport a augmenté. Malheureusement, on ne pouvait pas négocier quand ils ont augmenté. Ils ont pensé que réduire les tracasseries policières, ce que j'ai entendu comme mesure d'accompagnement, la réduction des barrages. Or, ce n'est pas une mesure.

Donc aucune mesure d'accompagnement n'a été prise pour amortir les effets pervers de cette augmentation. Vous savez, le carburant a des conséquences transversales. Ce n'est pas qu'au niveau des travailleurs seulement. Nous en parlons parce que moi je suis un leader de la société civile guinéenne. Donc c'est tout le peuple qui endosse les conséquences de cette augmentation. Il n'y pas que les travailleurs.

En pareille circonstance, on a vu des syndicalistes très actifs pour contrecarrer cette décision. Mais cette fois-ci, c'est silence radio...

Non, nous n'allons pas regarder de façon passive la situation. Je refuse d'aller plus loin parce que je n'ai pas de mandat de le faire, mais nous devons nous concerter les heures qui suivent. Mais le problème est qu'on a tué le syndicat, on l'a divisé. Nous allons nous retrouver. Mais il y a des syndicats qui sont complices de cette situation. Même la forme qu'ils ont appelée négociation à travers le cadre de concertation n'est pas idéale. Donc nous rejetons la forme et le fond. La manière dont ils menaient la chose et l'augmentation elle-même, nous rejetons en bloc. Nous allons nous retrouver pour prendre les mesures qu'il faut prendre.

Qu'est-ce qui vous fait dire que la CNTG est complice de cette situation?

Non, ce n'est pas un silence. C'est leur fédération de transport qui a participé aux négociations. Ce n'est pas normal. C'est une haute trahison de la part de la CNTG, le fait de participer à une telle rencontre. C'est vraiment dommage.

Interview réalisée par Amadou Tidiane Diallo

La presse guinéenne en deuil

Le journaliste Mamadou Dian Pounthioun Diallo n'est plus !

Le 9 août dernier, le journaliste Mamadou Dian Pounthioun Diallo, un ancien de "L'Indépendant", est décédé des suites d'une longue maladie à Kindia. Le président Alpha Condé fait partie des nombreuses personnalités qui ont tenu à lui rendre hommage et à présenter leurs condoléances à sa famille éplorée.

La mort, on le sait, est une loi de la nature. On naît, grandit et meurt. Après avoir longuement lutté contre la maladie, le journaliste Mamadou Dian Pounthioun Diallo, un ancien de "L'Indépendant", a été rappelé à Dieu le 9 août dernier à Kindia. Le président Alpha Condé fait partie des nombreuses personnalités qui ont tenu à lui rendre hommage et à présenter leurs condoléances à sa famille éplorée. Il l'a fait par le biais du porte-parole du Gouvernement, le ministre d'Etat Tibou Kamara.

« Monsieur le Président de la République, son Excellence Professeur Alpha Condé, a appris avec regret et consternation le décès des suites d'une longue

maladie, le lundi 9 août 2021, de Mamadou Dian Pounthioun Diallo qu'il a connu et pratiqué et qu'il comptait parmi ses proches jusqu'à la fin de ses jours.

Il présente, en cette douloureuse circonstance, ses condoléances les plus émues à tous et exprime sa solidarité à la famille éplorée, à ses proches, amis et parents, ainsi qu'à l'ensemble de la presse nationale.

Son Excellence Professeur Alpha Condé, en déplacement à l'étranger, a instruit à ses collaborateurs de se rendre auprès de la famille du défunt, pour apporter le témoignage de son soutien et de sa profonde compassion.

Le Chef de l'Etat salue la mémoire d'un journaliste émérite et chevronné qui a été de tous les combats pour la liberté d'expression, celle de la presse en particulier, et a pris ainsi une part active dans le processus de démocratisation de son pays. La nation s'en souviendra, l'histoire le retiendra. », a écrit le ministre d'Etat Tibou Kamara, porte-parole du Gouvernement.

Kéfina Diakité



Vie de couple

Les méfaits de la jalousie démesurée !

Par jalousie, une femme mariée domiciliée au quartier Abattoir 3 à Kindia s'est donné la mort par pendaison le mercredi 11 août. Un acte unanimement condamné et sur lequel le secrétaire préfectoral des Affaires religieuses de Kindia, Elhadj Karamba Diaby, imam de son état, est revenu dans son sermon du vendredi dernier.



C'est avec stupeur que l'on a appris le mercredi 11 août, un cas de suicide à Kindia, précisément au quartier Abattoir 3. Par jalousie, Mariama Ciré Sylla, une femme mariée, s'est donné la mort par pendaison, parce que son cher mari sortirait avec une autre femme.

Un acte unanimement condamné et sur lequel le secrétaire préfectoral des Affaires religieuses de Kindia, Elhadj Karamba Diaby, imam de son état, est revenu dans son sermon du vendredi dernier. Il a rappelé

qu'aucun être ne doit se donner la mort pour quelque raison que ce soit. « On ne doit pas ôter la vie d'une personne qui n'a pas fait un acte proportionnel à la mort. On ne doit pas se donner aussi la mort pour une raison quelconque, en tout cas, qui n'est pas du tout valable. On a appris qu'une femme se serait donné la mort par jalousie à Abattoir 3.

Pourquoi mourir de la sorte? Nos sages ont raison de dire, elle s'est tuée pour un homme et plusieurs l'ont enterrée. Est-ce qu'il y a une raison pour se donner

la mort de cette façon? Si tu es mariée avec quelqu'un qui ne t'aime pas et qui fréquente une autre, dis à tes parents qu'on vous sépare et marie-toi à un autre qui t'aime. Ce que nous allons dire à nos frères et sœurs, quiconque se donne la mort pour une raison quelconque n'aura que l'enfer comme récompense. Dire paix à son âme, on le dit par voisinage et la pitié, sinon c'est vraiment compliqué de partir ainsi. », a indiqué l'imam Karamba Diaby.

Tidiane Diallo

Santé

En regardant beaucoup la télévision, vous avez plus de risques de faire de l'apnée du sommeil

L'apnée du sommeil pourrait être déclenchée par deux facteurs : un manque d'exercice physique et un excès de télévision.

Une étude publiée sur le site National Library of Medicine révèle deux facteurs qui pourraient être à l'origine de l'apnée du sommeil : une activité professionnelle sédentaire (ou un manque d'activité physique en général) et le fait de regarder beaucoup la télévision (autour de 4h par jour).

Les chercheurs ont étudié les dossiers médicaux de 50 332 femmes et de 50 332 hommes dans une étude baptisée Nurses Health Study (entre 2002 et 2012), et ceux de 68 265 femmes et 19 320 hommes issus de cette même étude, menée entre 1995 et 2013. Ils se sont intéressés à leur activité physique et leurs consommations d'écrans et au fait d'avoir ou non des

problèmes d'apnée du sommeil.

Pour rappel, selon l'Inserm, l'apnée du sommeil se définit par le fait d'arrêter de respirer durant 10 à 30 secondes, au moins 5 fois par heure de sommeil.

On estime qu'au moins 30% des personnes âgées de plus de 65 ans en souffriraient, et se verraient impactées par une fatigue chronique, des ronflements, une somnolence diurne, des troubles cardiovasculaires ou encore risqueraient de décéder prématurément.

78% de risques supplémentaires de faire de l'apnée du sommeil avec la télévision à haute dose

Ils se sont aperçus qu'avoir un emploi sédentaire

augmentait le risque de faire de l'apnée du sommeil de 49%. Regarder la télévision plus de 4h par jour pourrait faire bondir ce risque de 78%. Ce dernier point est aussi associé à une absence de pratique physique, l'étude considère que ce visionnage occasionne le fait d'être assis durant une grande amplitude horaire chaque jour.

En conclusion, ils conseillent de réduire le temps passé devant la télévision, aussi associé à des troubles cardiovasculaires ou encore du diabète de type 2. Et si l'emploi ne le permet pas, d'avoir un « mode de vie actif ». Donc de pratiquer une activité physique quotidienne de complément, soit 10 000 pas par jour.

Sources : topsante

Côte d'Ivoire

Affi N'Guessan préside un comité central extraordinaire du FPI



En Côte d'Ivoire, Pascal Affi N'Guessan a présidé, ce samedi 14 août, une réunion extraordinaire du comité central du FPI, au siège du parti, à Abidjan. Cette rencontre intervient après l'annonce, par Laurent Gbagbo, de son intention de créer une nouvelle formation politique et de renoncer au FPI, légalement passé aux mains de Pascal Affi N'Guessan, alors que l'ancien président ivoirien était en captivité à la Cour pénale internationale (CPI).

Nous avons choisi ce lieu pour le symbole. Ici, c'est la maison du FPI », a expliqué Pascal Affi N'Guessan, en début de réunion.

C'est un immeuble aux couleurs du parti, bleu et blanc. Le comité central se tient dans la salle de réunion du siège. Elle est pleine. Un apatam est dressé dans la cour pour ceux qui n'ont pas trouvé de place à l'intérieur et des enceintes relaient les propos qui y sont tenus.

La réunion a démarré peu avant 12h00, heure locale dans le quartier des Deux Plateaux Vallon, au siège du parti. Et Pascal Affi N'Guessan, le président du FPI n'a pas ménagé son ancien mentor. On peut dire que la rupture est consommée. Le

président du FPI-légal à parler pendant plus d'une heure. « Je n'ai pas trahi, je n'ai pas été ingrat », s'est-il défendu auquel il rajoute : « Divergence ne signifie pas ingratitude ».

« Laurent Gbagbo ne fait plus partie du FPI »

Il est ensuite revenu à la charge contre Laurent Gbagbo concernant son acquittement à la CPI. Pour l'ancien premier ministre, « l'acquiescement obtenu par Laurent Gbagbo à la CPI ne signifie pas réhabilitation. C'est une consolation. Cela ne nous ramène pas au pouvoir »

Sur la question de l'avenir du FPI, Pascal Affi N'Guessan se veut clair : « Ceux qui suivent Laurent Gbagbo suivent un homme, ceux qui resteront au FPI ont de la conviction. Ce sont des vrais militants. »

Dans cette réunion, il y a eu aussi trois résolutions, une tournée d'explications auprès des militants à l'intérieur du pays, l'annonce d'un congrès extraordinaire avant la fin 2021. Et enfin la première résolution formulée en ces termes : « Laurent Gbagbo ne fait plus partie du FPI ».

RFI



Lire L'Aigle Infos
c'est lire la vérité et la vertu

Afghanistan

«Les talibans ont gagné», reconnaît le président afghan en fuite

«Les talibans ont gagné», a reconnu dimanche soir le président afghan Ashraf Ghani, en fuite à l'étranger, tandis que les insurgés criaient victoire dans le palais présidentiel à Kaboul.

Presque 20 ans après avoir été chassés du pouvoir, la victoire militaire des talibans est totale, les forces gouvernementales s'étant effondrées sans le soutien américain.

M. Ghani a fui dimanche au moment où les insurgés finissaient d'encercler la capitale, où ils sont finalement entrés et ont investi le palais présidentiel, selon des images de la chaîne d'information Al Jazeera.

«Notre pays a été libéré et les moudjahidine sont victorieux en Afghanistan», a déclaré dans ce bâtiment un insurgé à Al Jazeera.

«Les talibans ont gagné avec le jugement de leurs glaives et de leurs fusils et sont à présent responsables de l'honneur, de la possession et de l'auto-préservation de leur pays», a reconnu M. Ghani sur Facebook. Il a dit avoir quitté l'Afghanistan pour éviter un «bain de sang», car «d'innombrables patriotes auraient été tués» et la capitale «aurait été détruite».

Ashraf Ghani n'a pas dit où il allait mais le groupe de médias afghan Tolo a suggéré qu'il s'était rendu au Tadjikistan.

«Des unités militaires de l'Emirat islamique d'Afghanistan sont entrés dans la ville de Kaboul pour y assurer la sécurité», a de son côté annoncé dimanche soir sur Twitter un porte-parole des talibans, Zabihullah Mujahid.

En dix jours, le mouvement islamiste radical, qui avait déclenché une offensive en mai à la faveur du début du retrait des troupes étrangères, notamment américaines, a pris le contrôle de quasiment tout l'Afghanistan.

Et ce vingt ans après en avoir été chassé par une coalition menée par les États-Unis en raison de son refus de livrer le chef d'Al-Qaïda, Oussama Ben Laden, dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001.

La débâcle est totale pour les forces de sécurité afghanes, pourtant financées pendant 20 ans à coups de centaines de milliards de dollars par les États-Unis.

Le départ du président Ghani avait été une des principales exigences des talibans pendant les mois de négociations avec le gouvernement, mais celui-ci s'était accroché au pouvoir.

Un porte-parole des insurgés, Suhail Shaheen, a déclaré à la BBC qu'ils escomptaient un transfert pacifique du pouvoir «dans les prochains jours».

– «Ceci n'est pas Saïgon» –

Les craintes sont fortes d'un vide sécuritaire à Kaboul, des milliers de policiers et de militaires ayant abandonné leur poste, leur uniforme et même leurs armes.

Les États-Unis ont commencé l'évacuation vers l'aéroport, désormais seule porte de sortie



du pays, de leurs diplomates et des civils afghans ayant travaillé pour eux qui craignent pour leur vie, soit quelque 30.000 personnes.

Un haut responsable de la Défense américaine a souligné que des centaines d'employés de l'ambassade avaient déjà quitté l'Afghanistan et que l'aéroport restait ouvert aux vols commerciaux.

Le président américain Joe Biden a pour sa part annoncé l'envoi de 1.000 militaires supplémentaires pour aider à l'évacuation, ce qui portera le contingent américain à 6.000 soldats d'ici à quelques jours.

L'ambassade américaine a parlé d'«informations à propos de tirs à l'aéroport», sans pouvoir les confirmer.

Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg a fait savoir que l'alliance aidait à sécuriser et à faire fonctionner l'aéroport, où convergent Occidentaux et Afghans pour tenter de fuir l'Afghanistan.

Joe Biden a défendu sa décision de mettre fin à 20 ans de guerre, la plus longue qu'ait connue l'Amérique.

«Je suis le quatrième président à gouverner avec une présence militaire américaine en Afghanistan (...) Je ne veux pas, et je ne vais pas, transmettre cette guerre à un cinquième», a-t-il lancé dimanche.

«Ceci n'est pas Saïgon», a assuré le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken sur CNN, évoquant la chute de la capitale vietnamienne, en 1975, un souvenir encore douloureux pour les États-Unis.

Au Royaume-Uni, ces derniers jours ouvertement critiques concernant son allié américain, le Premier ministre britannique Boris Johnson a

appelé les Occidentaux à adopter «une position commune» face aux talibans «pour éviter que l'Afghanistan ne redevienne un terrain pour le terrorisme».

Londres évacuait également son personnel diplomatique, comme le faisaient ou l'ont déjà fait de nombreux autres pays européens.

– «Valeurs islamiques» –

Au fil de la journée, la panique a gagné Kaboul. Les magasins ont fermé, des embouteillages monstres sont apparus, des policiers ont été vus troquant leur uniforme pour des vêtements civils.

Une énorme cohue était visible auprès de la plupart des banques, les gens cherchant à retirer leur argent tant qu'il était encore temps.

Sur les réseaux sociaux, des vidéos montraient des groupes de combattants talibans lourdement armés patrouillant dans les grandes villes, brandissant des

drapeaux blancs et saluant la population. La plupart, très jeunes, n'étaient pas nés ou étaient encore des nourrissons, lorsque les talibans avaient perdu le pouvoir en 2001.

La peur régnait à Kaboul, notamment parmi les dizaines de milliers de personnes s'y étant réfugiées ces dernières semaines.

«Je crains qu'il n'y ait beaucoup de combats ici», a confié un médecin ayant requis l'anonymat, arrivé de Kunduz (nord) avec 35 membres de sa famille. «Je préférerais rentrer chez moi, où je sais que ça s'est arrêté».

«Nous apprécions le retour des talibans en Afghanistan, mais nous espérons que leur arrivée conduira à la paix et non à un bain de sang. Je me souviens, quand j'étais enfant, très jeune, les atrocités commises par les talibans», lâchait un commerçant trentenaire du centre de la capitale.

Lorsqu'ils dirigeaient ce pays, entre 1996 et 2001, les talibans avaient imposé leur version ultra-rigoriste de la loi islamique.

Ils ont maintes fois promis que s'ils revenaient au pouvoir, ils respecteraient les droits humains, en particulier ceux des femmes, en accord avec les «valeurs islamiques».

Mais dans les zones nouvellement conquises, ils ont déjà été accusés de nombreuses atrocités : meurtres de civils, décapitations, enlèvements d'adolescentes pour les marier de force, entre autres.

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, «particulièrement préoccupé par l'avenir des femmes et des filles, dont les droits durement acquis doivent être protégés», a appelé toutes les parties au conflit à «la plus grande retenue».

AFP



*Lire L'Aigle Infos
c'est lire la vérité et la vertu*